



Budget 2026, l'heure de vérité ?

Description

Thomas Sowell, économiste et penseur américain, aborde fréquemment les notions d'arbitrages (trade-offs) et de compromis dans ses livres comme *Basic Economics et Knowledge and Decisions*.

Un arbitrage désigne une situation où l'on doit choisir entre deux ou plusieurs options, chacune impliquant un coût ou une perte en échange d'un bénéfice.

Thomas Sowell insiste sur le fait que les arbitrages sont une réalité incontournable de la vie économique et sociale. Selon lui, il n'existe pas de solutions parfaites, mais seulement des choix impliquant des compromis, où l'on doit renoncer à quelque chose pour obtenir autre chose.

Le Premier ministre, François Bayrou, est exactement dans cette situation face au budget en préparation pour 2026. Il doit à la fois tenir compte de la composition minoritaire à l'Assemblée nationale ainsi que de l'état catastrophique des finances publiques.

La présentation de sa proposition de budget 2026 tient compte de ces paramètres. Trop peu malgré un bon diagnostic d'ensemble. D'ailleurs, François Bayrou a lui-même cité dans son discours, les exemples de redressement économique du Canada et de la Suède dans les années 90. Mais réalité politique et compromis obligent, François Bayrou a pris des choix cosmétiques. Mais que pouvait-il faire d'autre ? Son gouvernement est minoritaire et son camp est divisé parmi ses différentes composantes : Renaissance, Modem, Horizons, LR. L'opposition n'a présenté aucune mesure réaliste et n'est pas disposée au compromis à l'heure actuelle.

N'oublions pas qu'à partir de mars 2026, après les élections municipales, chaque parti présentera son programme pour la présidentielle de 2027 ; autrement dit personne ne souhaite aider ce gouvernement.

Dans un monde idéal, des mesures structurelles devraient être décidées.

Bayrou propose un ralentissement de la hausse des dépenses, une stabilisation de la dette et un retour sous les 3% de déficit d'ici 4 ans. Les dépenses publiques n'augmenteront que de 29 milliards d'euros au lieu de 61 milliards prévus, des suppressions de niches fiscales et autres mesures se traduiront par une hausse de 14 milliards des prélèvements obligatoires. Une décélération de la

hausse des dépenses n'est pas une réduction des dépenses.

Or, il faut réduire drastiquement la dépense publique. La dette n'est que l'accumulation des déficits successifs. Le déficit public révèle de trop fortes dépenses publiques. Les recettes ne peuvent être augmentées, la pression fiscale est à son maximum (46% du PIB). Le ras-le-bol fiscal est là, accroître les impôts entrainera un exode fiscal plus massif. Trop d'impôt tue l'impôt. Les récents exemples norvégien et britannique en sont l'illustration de cette courbe de Laffer. La Norvège a connu une perte de recettes fiscales de l'ordre de 600 millions de dollars à la suite du départ de milliardaires après une hausse du taux de l'impôt sur la fortune. De même, le gouvernement Starmer espérait générer plus de recettes fiscales en taxant plus les plus-values au Royaume-Uni. Bingo ! L'exode de nombreux fortunés a eu pour conséquences une forte chute des recettes fiscales de l'ordre de 2,7 milliards de livres sterling. Des génies ! Des idiots !

Chaque ménage sait qu'il doit réduire ses dépenses en cas de surendettement. Il en est de même pour l'Etat.

Et pourtant en 2026, les prévisions gouvernementales des dépenses publiques affichent une hausse de près de 56 milliards par rapport à 2024 et ce pour un montant total de 1 766 milliards d'euros.

Le déficit public est proche de 170 milliards d'euros. Enorme !

La gauche française a créé deux grandes catastrophes économiques à partir de 1981. Le recul de l'âge de départ à la retraite à 60 ans sous François Mitterrand et les 35 heures par le gouvernement Jospin. Xavier Fontanet, ex-PDG Essilor, a chiffré le coût de chacune de ces deux mesures : environ 1 700 milliards pour la retraite à 60 ans et 700 milliards pour les 35 heures, soit un total de 2 400 milliards d'euros : 75% des 3 300 milliards de dette s'explique par ces deux mesures.

Vive le temps libre !

Ses alliés écologistes n'ont cessé de s'attaquer à la filière nucléaire française depuis 1997 aggravant la désindustrialisation du pays, la France perdant son avantage compétitif d'une électricité bon marché. Une aggravation des finances publiques qui s'est produite avec du chômage de masse et une réduction de la base fiscale consécutive à la désindustrialisation du pays.

Mais la France profite du crédit AAA de l'Allemagne depuis l'euro, ce qui lui permet de « cramer » la caisse comme le dit Valérie Pécresse. Rien n'est gratuit, cela s'est traduit par plus de dettes et les français passeront à la caisse.

L'Italie, L'Espagne et La Grèce n'ont pas bénéficié, eux, de la note de crédit de l'Allemagne et ont dû faire des réformes importantes pour améliorer leurs finances publiques.

Qui est prêt à rétablir les 39 heures comme durée légale du travail ? Qui est prêt à aligner l'âge de départ à la retraite sur les pays voisins ? Nos voisins travaillent 100 heures de plus par an et par habitant que nous selon l'OCDE. Dit autrement, nous travaillons moins que l'Union Européenne !

Qui aura le courage de reconnaître que le « modèle social » à la française n'est plus viable dans un pays désindustrialisé et en plein vieillissement.

Les dépenses sociales représentent près de 33% du PIB à plus de 800 milliards d'euros. Le cumul des

dépenses sur le régalién (police, justice, armée.) atteint à peine 6% du PIB. Le budget de l'Education Nationale est, avec celui des intérêts de la dette, le premier poste de dépenses à plus de 70 milliards.

Quelle arnaque ! Et pour quel résultat ! On fabrique des cancre !

Les dépenses de fonctionnement des administrations publiques dépassent 530 milliards d'euros et ont augmenté de plus de 20% depuis 2021.

C'est à l'Etat de se serrer la ceinture, pas aux français exsangues d'impôts.

N'y aurait-il pas des agences inutiles ? La liste est longue ! Leur coût global estimé : 80 Mds€.

Un mammouth à dégraisser !

Stop à la dépense !

Personne n'a la volonté de réduire la dépense publique. Le poids de l'état dans l'économie est immense, trop de monde dépend d'argent public. A l'instar des niches fiscales défendus par des « chiens qui aboient », chaque euro d'argent public est défendu bec et ongle.

Un Etat omnipotent et omniprésent.

Toute personne qui refuse de reconnaître que la France a un problème de dépenses publiques est un marchand de tapis. Margaret Thatcher disait en 1976 que « *le problème avec le socialisme, c'est qu'on finit toujours par avoir dépensé tout l'argent des autres* ». François Bayrou n'est certes pas Thatcher mais il a l'honnêteté de reconnaître l'existence du problème.

En complément, la culture économique de la population est pauvre, et ce à dessein, ce qui permet la poursuite de politiques économiques qui échouent d'années en années le tout en s'assurant la réélection. Le Général de Gaulle avait raison lorsqu'il traitait les *français de veaux*.

Il faudrait réfléchir aux missions essentielles de l'Etat et se focaliser sur le régalién.

L'exemple argentin, avec Javier Milei, a montré comment une économie à l'agonie pouvait se redresser avec des mesures chocs. Un dangereux libéral selon le camp du bien.

Le célèbre Warren Buffet affirmait que le déficit américain pouvait être résolu : « adopter une loi stipulant que dès qu'un déficit dépasse 3 % du PIB, tous les membres du Congrès en exercice seront inéligibles ». Très bonne idée ! Difficilement transposable en France avec une classe politique incompétente.

L'objectif devrait être une baisse drastique des dépenses publiques de l'ordre de 150 milliards, couplée à une baisse du coût de travail. Ainsi le déficit public de 170 milliards disparaîtrait.

Dans un premier temps, il est possible de réduire le déficit public de moitié en réduisant les dépenses publiques tout en baissant massivement les impôts sur les ménages et les entreprises (par la CSG ?), en débureaucratisant l'économie et en s'attaquant aux fraudes (introduire carte vitale biométrique ?). Les pistes de réduction des dépenses sont nombreuses.

Chiche ! Monsieur le Premier Ministre, ayez un peu de courage, enclenchez la baisse des dépenses.

A terme, il faudra penser à des réformes structurelles et à rendre de la liberté aux entrepreneurs, seuls créateurs de richesses et d'emplois.

Malheureusement, l'hégémonie culturelle et médiatique de gauche profite de l'inculture économique du pays afin d'imposer sa vision anticapitaliste et marxiste. Il est impossible d'y tenir des débats honnêtes et argumentés ; la classe politique française étant également loin des compromis comme en Allemagne. Elle n'est que le reflet d'une société fragmentée.

Depuis 1974, *les froggies* sont habituées à la lente détérioration des finances du pays. Insouciantes, *ces grenouilles* ne perçoivent pas le danger de l'endettement massif qui les en cuira à la longue si rien n'est fait.

Malheureusement, l'élection présidentielle de 2027 ne risque guère de permettre un redressement de l'économie française.

Seul un capitaine d'industrie ou un entrepreneur à succès serait à même de mener une politique économique de redressement efficace.

Espérons que le pays saura se ressaisir et éviter l'intervention du FMI.

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée

28 juillet 2025